

TIZI-OUZOU

Habitat rural : plus de 200 dossiers en instance à Beni Yenni

«Il faut changer de wilaya ou au moins quitter le territoire de la daïra de Beni Yenni si on veut espérer bénéficier d'un logement social ou faire aboutir son projet d'autoconstruction», nous ont déclarés, d'entrée, des postulants à l'habitat rural venus des communes de Beni Yenni, Yatafen et Iboudrarène.

Ils disent n'avoir d'autre recours que «la presse écrite pour nous plaindre de l'administration de la Slep de Beni Yenni et de la wilaya qui nous ont pris en otage depuis des années, après avoir cru en leurs promesses de bénéficier d'un logement dans le cadre de l'habitat rural».

Le problème concerne les retards dans l'octroi des décisions d'éligibilité à l'aide de l'État à la construction, bien que les postulants disent avoir remis tous leurs dossiers en bonne et due forme.

Selon les informations en notre possession, corroborées par les différentes réunions tenues à ce sujet au niveau de la wilaya, la daïra de Beni Yenni est classée parmi les dernières localités de la wilaya en matière d'avancement et de réalisation du programme d'habitat rural, le segment le plus important et le plus demandé dans la wilaya de Tizi-Ouzou en matière de logement. Aujourd'hui, selon les chiffres que nous avons obtenus des municipalités de

cette daïra, plus de 200 dossiers sont en instance au niveau des bureaux de la Slep de Beni Yenni ou de la Dlep à Tizi-Ouzou.

Même les postulants qui ont demandé à réaliser des constructions sur des terrains nus ont du mal aujourd'hui à sortir du bout du tunnel à cause des retards et des écueils de toute sorte qu'ils doivent subir avant la délivrance.

Quant à ceux qui ont opté pour la surélévation (construction sur une bâtisse déjà existante), leur attente risque d'être plus longue si toutefois leurs projets ne sont pas totalement compromis.

«On nous a demandé de commencer les travaux avant de régler le problème des dossiers administratifs et voilà qu'aujourd'hui, à cause de notes et d'instructions de la Dlep, on refuse de nous régulariser, alors que nos cas sont antérieurs à leurs notes et instructions, et le wali a même promis publiquement d'assainir la situation, mais depuis, les services de l'administration conti-



Photo : DF

nent de nous balancer entre la Slep de Beni Yenni et la Dlep, chacun rejetant la balle sur l'autre», ont-ils dénoncé encore. Pour rap-

pel, des citoyens de la commune d'Iboudrarène avaient déjà occupé, le 14 mars dernier, le siège de la daïra de Beni Yenni pour

dénoncer «les retards et les blocages que leurs font subir les services de la daïra et de la Slep sur l'avancement de leurs dossiers d'autoconstruction».

Ils avaient justifié à l'époque leur action «musclée» d'autant qu'un mois auparavant, le 9 février, le wali de Tizi-Ouzou, interpellé par des citoyens lors de sa visite à Iboudrarène, avait promis de «régulariser tous les cas de surélévation engagés antérieurement à la note de la Dlep».

Cette note, n°1140/Dlep/487/SL/2009, stipulait pourtant non pas l'interdiction, mais seulement «l'obligation de soumettre à l'approbation des services de la Dlep» toute demande de construction en surélévation. Malheureusement, les préposés à l'application de cette note en ont fait «une interdiction généralisée».

Sadek Aït-Salem

Les citoyens d'Aït-Bouadda ferment le siège de l'APC d'Azazga

Mauvaise entame de rentrée sociale pour l'APC d'Azazga qui a enregistré, dimanche dernier, la fermeture de son siège par les villageois de Tighilt Iqerouen, importante fraction des Aït-Bouadda, qui réclament depuis janvier dernier l'inscription d'un projet de revêtement de la route menant à leur village, lequel se trouve dans un état lamentable selon les membres du comité de village.

Le recours à cette ultime action décidée en assemblée fait suite, selon nos interlocuteurs, aux vaines et incessantes démarches entreprises par les villageois auprès des autorités locales, APC et daïra, notamment après le refus du P/APC de recevoir ce comité pourtant dûment agréé selon ses membres qui dénoncent une politique du deux poids deux mesures, allusion à «un dallage d'une voie sans issue au profit de trois familles dont celle d'un élu».

Pourtant, soutiennent avec force les manifestants

qui étaient plusieurs dizaines au rassemblement de dimanche, le village, prié de rédiger une demande d'établissement d'une fiche technique, s'est plié à cette exigence le 20 mars dernier. Les habitants de Tighilt essuient cependant d'un revers de la main les arguments de manque d'argent avancés par l'APC.

La levée du siège est intervenue en milieu de matinée à la suite des promesses solennelles faites par le chef de daïra de régler le problème dans des délais raisonnables, affirment les membres du comité. Echaudés par de précédentes expériences, ils se réservent toutefois le droit de recourir à d'autres actions si jamais une suite favorable n'est pas donnée à leur revendication. Notre tentative d'entrer en contact avec des responsables de la municipalité a échoué, puisque le portail donnant accès à l'APC a été fermé aux citoyens après la levée de siège.

S. Hammoum

Deux morts dans une collision à Mekla

Le «tronçon de la mort» Chaouffa- Azazga, sur la RN12, dans la commune de Mekla, continue de faire des victimes. En effet, tôt dans la matinée d'avant-hier, deux frères ont trouvé la mort dans une terrible collision entre un bus et un taxi transportant trois personnes d'une même famille. Leur sœur s'en est sortie avec des blessures, affirme une source hospitalière de l'EPH d'Azazga.

S. H.

M'SILA

Une rentrée chaotique au CEM 1^{er}-Novembre

Au grand dam des enseignants et des élèves mais aussi des parents qui ont accompagné leurs enfants, ce dimanche, premier jour de la rentrée scolaire, le visage de leur collège a été altéré, défiguré, suite à la destruction du préau.

Ce préau faisait le charme de l'établissement tout en protégeant ses élèves et tout son personnel des aléas du temps. L'un des modules constituant le préau s'est légèrement incliné, voilà plusieurs années et après moult réclamations de la part des directeurs qui se sont succédé à gérer cet établissement scolaire qui a ouvert ses portes en 1973, comme CEM expérimental pour recevoir l'école fondamentale de troisième palier à l'époque.

Agissant anarchiquement, les services techniques de la wilaya avaient pris la décision de démolir tout le préau et d'arracher toutes les plantes qui ornaient le pourtour de la cour et l'entrée principale du CEM en vue de procéder aux travaux de réfection. Tout ce remuement s'est passé le 4 août dernier et devant l'impossibilité d'achever les travaux dans un délai d'un mois, on a procédé à la chose la plus facile, carrelage la cour et reporter la réfection du préau à une date ultérieure, en même temps assurer les cours au milieu de cette débandade ; sans avoir le moindre souci du sort des élèves qui n'ont plus où aller s'abriter lors des pluies ou contre le soleil. D'ailleurs, une enseignante très touchée par ce désastre n'a pas hésité à patauger dans le béton et laisser les empreintes de ses pieds sous le regard de ses collègues en signe de mécontentement et de protestation.

En attendant une rapide intervention de la part des responsables de la wilaya et la fermeture du chantier aux élèves, devenu un danger potentiel pour eux, jusqu'à la fin des travaux et utiliser la deuxième cour qui se trouve derrière le bloc pédagogique, les professeurs ont décidé de suspendre les cours jusqu'à la résolution de ce problème, avec la ferme demande de réhabiliter le CEM et reconstruire le préau tel qu'il était.

A. Laïdi

ANNABA

Le lycée Saint-Augustin entièrement rénové

C'est à partir du mythique lycée Saint-Augustin, qui a ouvert ses portes au tout début du siècle dernier que le wali de Annaba, M. Mohamed Ghazi, a présidé la cérémonie de la rentrée scolaire 2011/2012, dérogeant, ainsi, aux deux précédentes cérémonies qui ont eu lieu dans des communes rurales de la wilaya.

Le chef de l'exécutif a incité les élèves à se consacrer entièrement à leurs études pour assurer leur avenir et contribuer ainsi à l'édification du pays. Ce lycée, entièrement rénové, est appelé à dépasser son taux de réussite au baccalauréat, session de juin 2011, qui était de 70%. Ce taux est supérieur à celui enregistré au niveau national (62%). En signe d'encouragement à un établissement qui enregistre annuellement des taux de réussite appréciables, la wilaya de Annaba a consacré une importante somme pour sa rénovation. Cette nouvelle rentrée sera marquée notamment par l'ouverture de sept lycées et collèges d'enseignement moyen (CEM), plusieurs extensions d'écoles primaires, de nouvelles cantines scolaires, de bibliothèques, de terrains

de sport et de laboratoires.

Il y a également l'introduction de l'outil informatique dans l'ensemble des lycées et CEM ainsi qu'au sein de nombreuses écoles du cycle primaire, la mobilisation de nombreux bus pour le transport des élèves et le renforcement de la médecine scolaire. Ils sont au total quelque 130 000 élèves, dont 51 000 bénéficieront de l'aide de l'Etat estimée à 3 000 DA par élève, qui ont rejoint ce dimanche les bancs des trois paliers de la wilaya. Pour les manuels scolaires, le responsable local de l'office en question a tenu à rassurer sur la disponibilité des livres dont la gratuité est acquise pour l'ensemble des élèves de la première année, ainsi que pour ceux des autres paliers issus de familles nécessiteuses. Outre les manuels

scolaires, ils seront au total 14 500 à bénéficier de trousseaux et de tabliers.

Une distribution symbolique a été effectuée lors de la cérémonie officielle au lycée Saint-Augustin.

N'ayant pas aperçu de représentants de la basilique qui porte le même nom que celui du lycée, le wali de Annaba a attiré l'attention des responsables du lycée sur cet oubli, espérant voir ces derniers prendre part à toute cérémonie en relation avec cet illustre fils de l'Algérie.

En inspectant le lycée, M. Ghazi n'a pas manqué de signaler quelques imperfections à l'entrepreneur chargé des travaux de sa rénovation. Par ailleurs, des chantiers de pose de conduites d'AEP ou d'assainissement devant deux écoles de la ville de Annaba ont été signalés par des parents d'élèves aux responsables communaux afin d'y remédier pour éviter tout accident à leur progéniture.

A. Bouacha